

CCIGinfo

moins
de papiers
plus
d'efficacité

devillard.ch

DU COPIEUR À LA GED

devillard

Bulletin d'information de la
Chambre de commerce, d'industrie
et des services de Genève

Commerce international

Mission économique en Chine et perspectives au Mozambique sont au menu de la page internationale.

PAGE 4

Statistique

Il y a plus d'un an apparaissait l'indicateur avancé ICO. Rencontre avec le directeur de l'Ocstat.

PAGE 6

Digitalisation

Une nouvelle formation en leadership de la transformation digitale est née, à l'instigation de la CCIG.

PAGE 7

LOGEMENT

Quand politique sociale ne rime pas avec logement d'utilité publique (LUP)

La solution à la pénurie d'appartements à Genève passe essentiellement par la construction de nouveaux logements, quelle que soit leur typologie. Le canton a pris trop de retard avec une production anémique pendant des années pour continuer à se focaliser sur des acronymes plutôt que sur la construction. Ce n'est qu'après un inventaire précis et concret de l'habitat social existant que l'on pourra évaluer les manques éventuels dans ce domaine.



Chantier de la Chapelle - © s.dubouché/The Cube Productions

En cette période électorale, le logement est revenu dans le trio de tête des préoccupations des Genevois, si l'on en croit un récent sondage. Les péripéties de ces derniers mois dans le domaine (projet Praille Acacias Vernets et initiatives populaires) ne

sont pas étrangères à ce regain d'intérêt. De manière surprenante, le débat porte moins sur la construction ou non de logements que sur leurs types et leurs statuts locatifs ou non. Un peu comme si l'on décidait de la part du gâteau revenant à

chacun avant d'avoir réuni les ingrédients de la recette...

Cheval de bataille pour les milieux représentant les locataires, la réalisation de logements d'utilité publique (LUP) est érigée en solu-

tion absolue à la pénurie de logements et élude toute autre considération d'habitat social. Le concept n'a pourtant que dix ans. Une remise en perspective s'impose.

Genèse d'un accord

En ce début de 21^e siècle, le taux de vacance des logements à Genève a entamé une chute vertigineuse, passant de 1,5 % à moins de 0,2 % en quatre ans. En 2006, alors que la production de logements est famélique depuis plusieurs années, le conseiller d'Etat Mark Muller réunit les acteurs du logement pour sortir de l'ornière et relancer la construction.

L'objectif est de jeter les bases d'une nouvelle politique du logement qui incite à nouveau à la réalisation de logements, en zone de développement (périmètre dans lequel l'Etat exerce un contrôle accru sur les programmes constructifs).

Le 1^{er} décembre 2006, les travaux de ce groupe débouchent sur la signature d'un protocole d'accord sur le logement (voir encadré p.2). L'accord renonce à la règle rigide des 2/3 de logements sociaux dans les zones de développement, qui rendait les projets difficilement réalisables et n'assuraient pas la mixité sociale, ainsi qu'au système de subventionnement à la pierre (subvention à l'investissement en contrepartie d'un contrôle des loyers sur 20 ans). Il crée en revanche une nouvelle catégorie, les LUP (voir encadré p.3), qui imposent des critères de revenus et d'occupation aux locataires et prévoient une période de contrôle minimale de 50 ans.

Quel bilan tirer de cet accord, onze ans après sa mise en vigueur? Un sentiment mitigé prévaut. Point positif, la prévisibilité et l'équilibre financier des projets ont été améliorés. Cela a débouché sur une

suite page 2

Centre de carrière

Votre partenaire de référence pour le recrutement de profils universitaires

Publications
d'offres d'emploi

Forums
carrières

Réseau
d'Alumni

+ 41 22 379 77 02
carriere@unige.ch
carriere.unige.ch



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

JUAN-CARLOS TORRES
Président



De l'action, de la réflexion, et plus si Entente

Le tissu économique genevois, grâce à sa diversité, est à même d'absorber les chocs. Ceci est une position défensive. Nous devons aujourd'hui nous montrer plus dynamiques, plus innovants, plus audacieux. Genève fait du bon travail : on s'en convainc. Ce n'est pas suffisant. Il faut se remettre en question, comme d'autres villes ou régions osent le faire.

À l'heure de désigner le gouvernement de notre canton, nous devons choisir ceux qui sont le mieux équipés pour lever les multiples blocages qui nous paralysent et pour penser la Genève de demain. La tâche est ardue car les crispations existantes en matière d'emploi, de logement ou de mobilité, pour ne prendre que ces exemples, engendrent de manière presque mécanique une posture de repli sur soi, de protectionnisme. La CCIG est convaincue que le salut ne passera pas par la fermeture des frontières, qu'elles soient physiques, mentales ou partisans.

La CCIG recommande donc à vos suffrages les candidats de l'Entente : **Nathalie Fontanet, Luc Barthassat, Serge Dal Busco, Pierre Maudet et Alexandre de Senarclens.**

Les formations politiques auxquelles ces candidats appartiennent se sont donné comme slogan « de l'écoute à l'action » et « ceux qui agissent ». Ça tombe bien, c'est de l'action que les milieux économiques attendent !

La CCIG souhaite un gouvernement qui agisse de manière coordonnée, réfléchie et ouverte. En cette période de complexité croissante, avec de surcroît l'importante votation à venir sur PF17, il faut se défier des dogmes car ils n'offrent pas une prise en compte adaptée à notre réalité d'aujourd'hui. Enfin, il est essentiel qu'il inscrive son action sur le long terme, dans la perspective d'en assurer la pérennité et d'en assumer la responsabilité, tout comme le ferait une entreprise.

À l'aube de cette nouvelle législature, la CCIG entend être une force de proposition pour le gouvernement qu'elle appelle de ses vœux, mais aussi un partenaire de discussion exigeant, qui n'hésitera pas se poser en « challenger » du nouveau Conseil d'Etat.

ÉDITORIAL

suite de la page 1 ►

hausse significative du nombre de logements mis sur le marché, la barre des 2000 logements construits annuellement étant franchie régulièrement depuis 2015. L'objectif de relance de la construction a donc été atteint et le taux de vacance, qui a franchi la barre de 0,5 % fin 2017, est depuis lors en croissance.

En revanche, la cristallisation des fronts ne s'est pas atténuée et les passes d'armes entre milieux de défense des locataires et acteurs immobiliers se sont accrues à l'arrivée de l'échéance de validité de l'article 4A LGZD (loi générale sur les zones de développement). Ce dernier, issu de l'accord de 2006, définit les typologies de logements en zone de développement. Principal point d'achoppement, la proportion de LUP sur la totalité du parc locatif. Un taux de 20 % est fixé comme objectif à atteindre, alors que le pourcentage fin 2016 se situe à 10 %...

Chronique d'un échec

Malheureusement, l'accord sur le logement porte en son sein les graines de cet échec formel indubitable. L'objectif d'une politique sociale du logement est de permettre à chacun de trouver un logement correspondant à ses besoins et à ses moyens. Il peut s'agir de logements détenus par des collectivités publiques, des organismes à but non lucratif (fondations publiques ou privées, coopératives) ou des privés. Un appartement de 4 pièces appartenant à un propriétaire privé et proposant un loyer identique ou inférieur à celui d'un LUP n'est pas moins social et répond aux besoins prépondérants de la population, au sens de la défi-

inition donnée par la LDTR, dont se réclament les milieux de défense des locataires.

Or, l'accord de 2006 focalise abusivement l'attention sur un indicateur non représentatif du logement social en fixant un objectif de 20 % du parc locatif qui doit être estampillé LUP. Il focalise également l'action de l'Etat sur les nouvelles constructions (correspondant annuellement à moins de 1 % du parc) en éludant les incitations possibles pour faire muter le parc existant. Et justement, nombre d'objets répondent aux objectifs de politique sociale et leurs détenteurs seraient prêts à pérenniser ce statut en contrepartie d'un rendement sur le long terme.

Y a-t-il un intérêt à continuer de conduire une politique publique pour atteindre un objectif chimérique et erroné ? La préoccupation

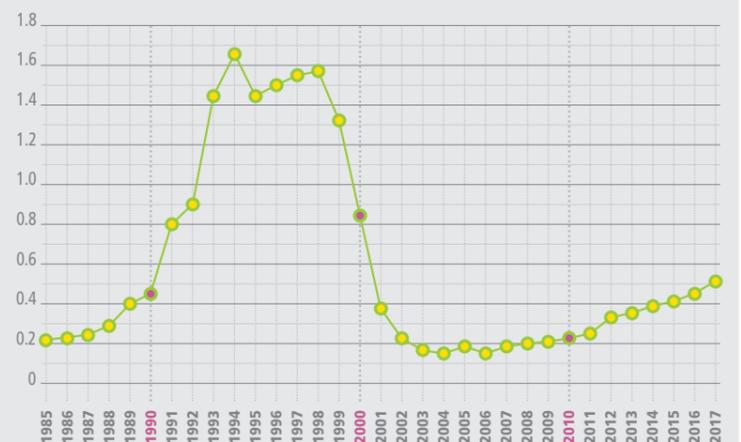
de la population n'est pas d'habiter un LUP – elle n'a que faire des arguties juridiques sous-tendant ce concept – mais de trouver un appartement répondant à ses besoins et moyens, dans la durée. Il est temps de changer de paradigme.

À la base, l'état des lieux

« Le courage de la goutte d'eau, c'est qu'elle ose tomber dans le désert. », disait l'écrivain chinois Lao She. Repenser la politique sociale du logement à Genève, c'est remettre en cause des préceptes bien établis et facilement compréhensibles. Il est plus aisé de communiquer sur un nombre insuffisant de logements étiquetés LUP que d'inventorier la typologie des biens locatifs existant dans le canton. C'est pourtant bien à ce travail de fourmi qu'il faudra s'attacher pour pouvoir prendre des décisions éclairées.

TAUX DE VACANCE* DES LOGEMENTS DANS LE CANTON DE GENÈVE, DEPUIS 1985

SITUATION AU 1^{er} JUIN, EN %



* Le taux de vacance est le rapport entre le nombre de logements vacants et celui des logements existants.

SOURCE OCSTAT

Ce que dit l'accord sur le logement

Un protocole d'accord sur le logement a été conclu à Genève le 1^{er} décembre 2006, suite à un référendum de la gauche contre le PAV. Il a été paraphé par dix entités constituant le Groupe de concertation logement : le Conseil d'Etat, l'Association des Communes Genevoises, la Chambre Genevoise Immobilière, la Communauté Genevoise d'Action Syndicale, la Fédération genevoise des Métiers du Bâtiment, les fondations immobilières de droits public, l'inter-caisses et le Rassemblement pour une politique sociale du logement, ainsi que la CCIG. Après des mois de négociation durant l'année 2006, il a défini une nouvelle politique sociale du logement dans le but de relancer la construction de logements.

L'accord comporte dix alinéas qu'on peut synthétiser au travers des cinq principes généraux suivants :

- 1) Constitution et stabilisation d'un parc de logements d'utilité publique correspondant à 20 % du parc locatif du canton. Les locataires sont tenus de respecter un taux d'occupation et un taux d'effort.
- 2) Assouplissement des contraintes en zone de développement en offrant des choix aux constructeurs sur le programme de logement à réaliser. Abandon de la règle des 2/3 de logements sociaux.
- 3) Développement des coopératives par la mise à disposition de terrains. Elargissement du marché de la PPE. Promotion de la mixité sociale.
- 4) Maintien des aides personnalisées au logement.
- 5) Mise en place d'une politique foncière active de l'Etat et cadre de financement pluriannuel des investissements.

Pour comprendre et faire comprendre les enjeux !

Connecter et informer les entreprises à Genève



Vous souhaitez faire connaître le CCIGinfo à d'autres collaborateurs ou disposer d'exemplaires supplémentaires pour vos visiteurs, vos partenaires, etc. ?

Envoyez votre commande à publications@ccig.ch, en indiquant le nombre d'exemplaires souhaités ainsi que l'adresse postale.

Chacun a, dans son entourage, des connaissances cherchant un nouveau logement, sans succès. De même, chacun connaît des locataires de longue date dont le loyer défie toute concurrence. Le logement social ne se limite pas à des acronymes, mais correspond à une réalité, à un nombre important de logements dont les loyers répondent aux besoins prépondérants de la population,

souvent sans subvention. Le logement social doit également se reconnaître dans le parc immobilier des organismes à but non lucratif (fondations, coopératives), qui sont des acteurs essentiels du marché.

C'est au travers d'un tel état des lieux que l'évaluation des besoins pourra se faire. Des mesures en découleront pour favoriser l'émer-

gence d'une typologie de logements plutôt qu'une autre. Mais, avant toute chose, il s'agira de construire les nouveaux logements prévus par le plan directeur cantonal 2030. Le meilleur remède à la pénurie de logements n'est pas de combiner acronymes et pourcentages, mais de mettre sur le marché de nombreux logements, qui permettront d'atteindre un taux de vacance supérieur à 1,5-2%. ■

Les LUP sont entrés dans Genève

Les LUP (logements d'utilité publique) sont nés de l'accord sur le logement signé en décembre 2006 (voir encadré p.2). Leurs habitants doivent respecter des critères de *taux d'effort* (rapport entre le loyer et le revenu) et de *taux d'occupation* (rapport entre le nombre de personnes et de pièces): ces deux caractéristiques sont valables durant au moins 50 ans.

Les LUP peuvent être détenus par une fondation immobilière de droit public ou privé, une commune, un organisme sans but lucratif, voire une entité privée dans des conditions strictes. Un objectif politique de 20% du parc locatif a été fixé alors qu'à l'heure actuelle 10% du parc répond aux trois critères constitutifs. Nombre d'autres logements fonctionnent également selon les règles des taux d'effort et d'occupation, mais n'ont pas la pérennité formelle requise.

Acteurs publics et privés sans but lucratif

Une **coopérative d'habitation** est un organisme sans but lucratif qui fournit des logements au meilleur prix prioritairement, voire exclusivement, à ses membres. Intermédiaire entre la location traditionnelle et la propriété, la coopérative est constituée en société dont le capital est formé des parts sociales souscrites par les membres. Les locataires-coopérateurs doivent généralement déposer entre 5% et 10% de la valeur de leur appartement, ce montant leur étant remboursé lorsqu'ils quittent la coopérative. La société coopérative est propriétaire de l'immeuble et en assume la responsabilité; les coopérateurs sont formellement locataires, mais ils participent aux décisions et élisent le Conseil d'administration.

Les **fondations immobilières de droit public**, au nombre de quatre à Genève, ont pour vocation de gérer, entretenir et développer le parc immobilier des **HBM** (habitations à bon marché), qui compte actuellement plus de 7 000 logements. Elles sont sous le contrôle indirect de l'Etat.

La **Fondation pour la promotion du logement bon marché et de l'habitat coopératif (FPLC)** est également une fondation de droit public. Elle a pour mission de développer le parc de logements d'utilité publique (LUP) et de favoriser les coopératives d'habitation. Pour remplir ses missions, la FPLC prospecte et acquiert des parcelles afin de maîtriser des périmètres, puis les développe en apportant sa collaboration à l'étude et à la réalisation des plans d'aménagement de quartier.

Les **fondations immobilières de droit privé**, telles que la Fondation privée pour des logements à loyers modérés (FPLM) ou la fondation Parloca, sont sans but lucratif et ont pour but de permettre à des ménages de se loger dans le canton à des conditions avantageuses. Elles sont totalement indépendantes de l'Etat.

ÉLECTIONS AU GRAND CONSEIL 15 AVRIL 2018

Des candidats pour faire entendre la voix des entreprises

La CCIG a pour vocation de défendre une prospérité durable, fondée notamment sur un tissu économique diversifié. Pour cela, les entreprises, quelles que soient leur taille ou leur nature, doivent pouvoir trouver un cadre favorable à l'exercice de leur activité. Trois candidats font de cette mission leur credo politique: **Nathalie Hardyn**, **Alexandra Rys** et **Vincent Subilia**.



Alexandra **RYS**
Membre de la Direction de la CCIG
et députée suppléante

PDC Liste n° 5

Vincent **SUBILIA**
Directeur général adjoint de la CCIG
et conseiller municipal Ville de Genève

PLR Liste n° 4

Nathalie **HARDYN**
Directrice adjointe de la CCIG
et députée suppléante

PLR Liste n° 4

Une économie forte pour un filet social solide

Défendre et promouvoir nos entrepreneurs, avec conviction et détermination

Ecouter les entreprises et agir

Le rôle central des associations économiques

Au cours de la législature écoulée (2013-2018), la CCIG et les autres associations économiques se sont attelées à des sujets tels que l'imposition d'après la dépense (initiative cantonale pour la suppression des forfaits fiscaux), l'efficacité de l'administration publique, les conditions de réalisation d'une Traversée du lac, les horaires d'ouverture des magasins, le développement de la desserte aérienne de Genève, la défense des intérêts genevois dans le domaine des infrastructures ferroviaires, la stratégie énergétique de la Suisse ou

encore la formation professionnelle. La plupart de ces dossiers reste d'actualité pour la législature qui s'annonce et, en particulier, la fiscalité.

Les représentants des associations économiques sont des professionnels aguerris qui travaillent sans relâche au développement bien compris de Genève. Outre ses candidats « maison », la CCIG est heureuse de présenter ici les représentants des autres associations économiques, également candidats au Grand Conseil :



Philippe **ANGELOZZI**
Secrétaire général de l'Union suisse des professionnels de l'immobilier Genève et de l'Association des promoteurs et constructeurs genevois

PDC Liste n° 5



Véronique **KÄMPFEN**
Directrice communication à la Fédération des Entreprises Romandes Genève, rédactrice en chef Entreprise romande

PLR Liste n° 4



Jacques **BÉNÉ**
Directeur à la Fédération des Entreprises Romandes Genève, député

PLR Liste n° 4



Edouard **CUENDET**
Directeur de la Fondation Genève Place Financière, député

PLR Liste n° 4

La CCIG a le plaisir d'informer qu'une membre de son Conseil est candidate au Grand Conseil :



Marie-Claire **MESSERLI**
Ambassadrice de Messerli Services

PLR Liste n° 4

COMMERCE INTERNATIONAL

Une plongée dans l'Empire du Milieu



De g. à dr., Christophe Weber (SCCC), Nicolas de Toledo (Mosaïq), Vincent Subilia (CCIG), Michael Kleiner (DG DERI) et Jingjin Guo (Baker McKenzie).

Une mission économique en Chine est prévue du 30 juin au 9 juillet 2018. Pour en décrire les contours, une séance de présentation s'est tenue début février. Compte rendu.

La délégation, co-organisée par l'Etat de Genève, la CCIG et la Chambre de commerce Suisse-Chine, mettra le cap sur Shenzhen, Hangzhou, Shanghai, Tianjin et Pékin. À l'instar de la précédente mission aux Etats-

Unis, ce déplacement sera conduit par Pierre Maudet et placé sous le signe de l'innovation. Il permettra de s'inspirer de la fulgurante progression technologique et industrielle de la Chine pour transposer en Suisse des modèles d'affaires à succès et d'étoffer son réseau d'adresses. À ce titre, plusieurs visites d'entreprises telles que celles d'Alibaba et de Didi (WeChat) sont prévues, sans oublier des rencontres avec des investisseurs et des échanges académiques.

Comme l'a précisé Vincent Subilia, directeur général adjoint de la CCIG, la délégation s'adresse à un maximum de 25 entrepreneurs inscrivants l'innovation au cœur de leurs affaires. Les candidatures seront sélectionnées par un comité constitué des co-organisateurs.

Une anecdote de Christophe Weber, président de Chambre de la commerce Suisse-Chine, section romande, qui relève que les mon-

tres les plus connues dans l'Empire du Milieu sont les montres Tittoni, prouve le travail de prospection à mener encore sur place.

Des chiffres qui donnent le vertige

Nicolas de Toledo, CEO de la PME Mosaïq qui a participé à l'élaboration du programme de la délégation, a présenté les solides atouts économiques de la Chine. Présent sur place depuis 8 ans, il a relevé la présence d'une centaine de « licornes », ces start-ups valorisées à plus d'un milliard de dollars. Le jeune entrepreneur s'est réjoui de faire découvrir les chatbots perfectionnés, les voitures électriques dernier cri, les drones dans l'agriculture ou encore les plus grands incubateurs et data center.

Enfin, l'avocat Jingjin Guo, du cabinet Baker McKenzie, a donné le vertige à l'auditoire en révélant les chiffres d'affaires réalisés en 24 h lors de la journée des célibataires 2017, à savoir 25 milliards de dollars pour 812 millions de commandes et 256 000 transactions par seconde ! « Les Chinois prennent leur téléphone partout, y effectuant 90 % de leurs transactions. De nombreux systèmes de libre-service ou de robots livreurs restent à inventer en Europe. Il s'agira de passer d'une société de consommation à celle de partage », a précisé l'avocat. Le temps presse, car la Chine compte devenir un modèle d'innovation et non plus être uniquement « l'usine du monde ». ■

Le Mozambique, future terre d'investissements

Le 27 février dernier, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a servi d'écrin à un forum sur les perspectives d'investissements au Mozambique. Un événement co-organisé par la CCIG, auquel a participé le président mozambicain.



De g. à dr. Vincent Subilia (CCIG), le président du Mozambique Filipe Jacinto Nyusi, le ministre Ragendra de Sousa et Agostinho Vuma (CTA).

Le Mozambique est un Etat d'Afrique australe encore peu connu, mais son potentiel de croissance pousse à l'optimisme, a noté son ministre de l'industrie et du commerce Ragendra de Sousa. Ce marché ne représente actuellement que 0,2 % des exportations à partir de la Suisse, mais 22 projets suisses totalisant 1 milliard d'euros d'investissement sont en cours. La multinationale SGS, dont le responsable pour l'Afrique Roger Kaibei s'exprimait dans le cadre du forum, a déployé à Maputo une antenne de 100 employés pour développer la certification d'activités. Lourenço Sambo, directeur général de l'Agence pour la promotion des investissements et des exportations (APIEX), et Eduardo Sengo, directeur exécutif de la Confédération des associations économiques du Mozambique (CTA), ont évoqué comme secteurs-clés l'agriculture, le commerce de métaux, l'énergie et le tourisme. Pour Agostinho Vuma, président de la CTA, la Suisse a beaucoup à enseigner à son pays par son expertise dans les documents de certifications ou dans les banques.

Filipe Jacinto Nyusi a rappelé les liens historiques forts qui lient les deux nations. Le Mozambique possède d'innombrables terres cultivables et tant de ressources qu'il pourrait contribuer à diminuer le déficit énergétique des pays alentour. Des barrages et systèmes d'irrigation pourraient servir d'investissements-clés. « Pour cela, il faut simplifier les procédures et ce forum d'affaires permettra de jeter des ponts », a avancé le président.

Mateus Magala, de la compagnie nationale d'hydrocarbures EDM, a relevé que le Mozambique était l'un des leaders africains en matière énergétique. Andreas Ziegler Mendonça, de l'Association mozambicaine des énergies renouvelables, s'est félicité des centaines de millions de dollars déjà investis, somme que des outils de financement peuvent multiplier et qui dépendra du nombre de mégawatts développés.

Ce forum a été marqué par la signature d'un accord de collaboration entre la CCIG et la Confédération des associations économiques du Mozambique. ■

Jeter des ponts, lors du forum

Dans son discours devant l'assemblée, le président du Mozambique



ET APRÈS ?



FSMO depuis 1872
Fondation sans but lucratif

fsmo.ch

Secours aux orphelins et aux enfants d'invalides

Pour votre entreprise... l'occasion de faire un geste auquel vos collaborateurs seront sensibles. Information **022 830 00 50**

FORMATION

Les métiers d'art reprennent leurs lettres de noblesse

À la veille de la douzième édition des Journées Européennes des Métiers d'art (JEMA), coup de projecteur sur l'association Label Genève, qui regroupe les meilleurs artisans d'art du canton afin de valoriser leur travail et l'excellence de leurs réalisations. Interview de **Pascal Luthy**, co-fondateur et président de Label Genève, créée par l'Association Genevoise des Métiers d'Art (AGMA).



Athénée 4. À partir de là, nous aurons trois parcours, desservis par deux navettes de bus gratuites par heure. Elles transporteront le public auprès de nos 23 ateliers d'art.

Quelles autres activités votre association gère-t-elle ?

Une mission qui nous tient à cœur est de transmettre aux jeunes générations tout le patrimoine et les connaissances acquises pour chaque métier représenté. Pour ce faire, le 20 avril prochain, nous accueillerons aux JEMA les élèves de 19 cycles d'orientation afin de leur présenter ces métiers. Nous avons créé avec le Département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP) et l'Office pour l'orientation, la formation profes-

sionnelle et continue (OFPC) une association sœur « Projet d'Avenir », chargée d'organiser cette implication. Mais également un « Club des Amis Label Genève », dont les membres inscrits participent à des visites de chantier et d'ateliers ou à des conférences au fil de l'actualité. Toujours avec l'OFPC et le DIP, nous organisons en fin d'année une autre journée destinée aux élèves pour présenter nos métiers.

La situation reste-t-elle compliquée à Genève pour les métiers d'art ?

Nous ressentons une volonté du public genevois de consommer plus intelligemment, avec une meilleure qualité, tout en s'assurant de la proximité de la fabrication. Néanmoins, Genève regorge d'artisans indépendants et de PME artisanales, que peu de monde connaît malheureusement. Nous nous devons donc de les faire briller tant au sein d'un large public qu'auprès des autorités. L'Etat ne les soutient pas de manière marquée lors d'adjudications. Autrement dit, à nos yeux, des critères comme le prix de l'offre, les entreprises formatrices, les places de travail créées ou la proximité pour l'entretien des prestations ne sont pas prises en compte à leur juste valeur. ■



La CCIG est heureuse de soutenir le programme mis sur pied par Label Genève dans le cadre des JEMA 2018. Pour découvrir ce programme : www.labelgeneve.ch/jema-2018 ou facebook.com/labelgeneve1

Comment a été créée l'association Label Genève ?

En octobre 2015, à l'initiative de quelques artisans dont je faisais partie, nous avons décidé de créer une association pour identifier et sélectionner les meilleurs artisans d'art de Genève afin de valoriser nos métiers.

L'objectif était-il aussi de se présenter au grand public ?

Oui, de plusieurs manières : faire découvrir nos métiers et artisans auprès des Genevois, transmettre plus particulièrement ces professions aux jeunes générations, soutenir et développer les filières de formation. Forts du succès des Journées Européennes des Métiers d'Art 2017 (JEMA), lors desquelles nous avons accueilli 4000 visiteurs au Bâtiment des Forces Motrices, les artisans de Label Genève vont surprendre les visiteurs lors des JEMA 2018 en les faisant voyager. Le 21 avril prochain, une exposition prendra place au restaurant

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Comment nos entreprises membres réagissent-elles au PF 17 ?

La réforme de la fiscalité des entreprises concerne tous les entrepreneurs, quel que soit leur secteur d'activité. Trois dirigeants d'entreprises membres de la CCIG insistent sur l'importance qu'il y a à mettre fin à l'incertitude actuelle.



Ivan Meissner
directeur de
Qualimatest SA

C'est un projet qu'il faut maintenant faire aboutir, d'autant qu'il est bien ficelé. Selon moi, les autorités politiques doivent surtout mieux communiquer sur le bienfondé du PF 17 pour éviter le même échec qu'avec RIE 3. Mais si la réforme fédérale est une chose, il faudra aussi que la version genevoise passe la rampe ; ça ne sera pas aussi facile que sur Vaud. N'oublions pas que la période d'incertitude va perdurer de longs mois. À Genève, la fiscalité des entreprises est déjà élevée, les lourdeurs administratives encore présentes ; donnons-nous des conditions cadre plus dynamiques.

tribut à cette incertitude. Et la concurrence internationale, et même déjà celle de nos voisins vaudois, pousserait des entreprises à délocaliser leur siège fiscal. Ce projet, défendu brillamment par Serge Dal Busco, est équilibré et favorable à nos PME. En payant moins d'impôts, elles pourront investir, développer les affaires et créer des emplois.



José Gonzalez
directeur de
Bricks
Development
West
(immobilier)

Le PF 17 entre dans une phase critique, il faut le concrétiser rapidement pour ne pas dissuader les investissements. Le marché de l'immobilier fait déjà face à une surcapacité de locaux commerciaux, et faire fuir des sociétés n'arrangerait pas les choses. Genève a beaucoup d'atouts, mais rien n'est acquis et la concurrence est vive. En revanche, je ne crois pas à une compétition intercantonale à court terme. Le PF 17 offrirait à nos innombrables PME une bouffée d'air salubre, qui leur permettrait de davantage investir et dépenser, par exemple en louant plus de surfaces pour leurs activités. ■



Claude Devillard,
codirecteur de
Devillard SA

La population et les entrepreneurs doivent prendre conscience que, après l'échec de RIE 3, l'adoption de PF 17 est indispensable dans un délai rapide. Faute de quoi notre économie risque de payer un lourd



Votre implantation à Plan-les-Ouates

L'ATELIER



PLUG & PLAY

www.skylab-geneve.com

Siège social, recherche & développement, atelier de production, laboratoire et espace de stockage

Développement



concordo

022 700 78 10

Commercialisation



uni5

022 907 78 05



**LIVRAISON
1ER MAI 2018**

www.atelier-geneve.com

INNOVATION



Best for Geneva 2018: les entreprises s'engagent

La CCIG est partenaire de Best for Geneva (voir CCIGinfo no 2 – 2018), un programme qui permet aux entreprises de concilier efficacité économique, responsabilité sociale et performance. Trois membres de la CCIG témoignent de la raison de leur engagement.



Sébastien Aeschbach
directeur, Chaussures Aeschbach

Je vois la participation à Best for Geneva comme une opportunité d'obtenir un regard neuf et inspirant sur nos pratiques. Être mis en réseau avec d'autres entreprises nous permettra d'apprendre les uns des autres afin d'améliorer certaines de nos pratiques. Cet échange est primordial pour le bien-être futur, car ensemble nous pouvons mieux comprendre les enjeux actuels et ainsi mieux saisir les opportunités d'un développement pérenne. Comme toute entreprise familiale, nous nous devons en effet de nous adapter aux défis d'aujourd'hui, qui diffèrent forcément de ceux des générations passées.

Il nous tient beaucoup à cœur d'agir pour le bien des générations futures. Lorsque je pense à l'avenir, l'écologie est le sujet qui me touche le plus. Quelle planète allons-nous transmettre à nos enfants? Je dresse un parallèle avec une entreprise familiale, où l'on parle naturellement beaucoup de transmission.

Pour établir un vivre ensemble durable, nous avons besoin d'impliquer un maximum d'acteurs et d'actrices genevoises à l'innovation de demain! C'est pour cela que j'encourage chacun-e d'entre vous à participer à Best for Geneva. C'est en agissant collectivement, chacun-e à son niveau, que nous obtiendrons le meilleur résultat.



Fabien Gillioz
associé, Etude Ochsner & Associés

Notre participation à Best for Geneva est particulièrement motivée par les échanges au cœur du programme. En tant qu'Etude d'avocats, nous prenons conscience qu'une série d'actions peut être menée, à notre échelle, que ce soit par rapport aux moyens de transport, à nos bureaux et à nos achats. Au cœur de nos activités il y a l'humain et ceci fait

part de notre envie de nous concentrer sur l'impact positif en termes de management agile avec un esprit participatif. Best for Geneva est idéal dans le soutien de nos démarches préalablement initiées et en devenir.

Notre Etude souhaite redéfinir la notion de succès, le développement d'affaires est nécessaire, mais ne doit pas être le seul pilier. Cela nous oriente à prendre en compte les enjeux sociétaux de ce siècle notamment avec l'arrivée des millénials. En effet, la génération Y a d'autres attentes de nos jours. Les jeunes issus de cette génération cherchent à adhérer à des valeurs et à un projet commun. Ils ont une culture inclusive. Ils sont demandeurs pour travailler en équipe, car ils ont intégré qu'à plusieurs, on va plus loin. Ils recherchent tout simplement l'épanouissement au travail comme dans leur vie privée.

C'est donc tout naturellement que l'Etude Ochsner & Associés souhaite participer à Best for Geneva, car il s'agit de s'adapter et d'y voir une opportunité d'obtenir un regard neuf et inspirant sur nos manières d'exercer notre métier. La participation de diverses entreprises

au programme permettra de réunir plus de savoir-faire et provoquera certainement un grand nombre d'échanges intéressants et inspirants. Nous pensons pouvoir venir avec notre contribution, tout en bénéficiant du soutien que ce programme a à offrir pour continuer à améliorer nos pratiques.



Cédric Juillerat
directeur, Codalis

Convaincu que l'humain est au cœur du changement, Cédric Juillerat, fondateur de Codalis, entreprise spécialisée en IT, cloud et mobilité, a donné la priorité à l'innovation sociale. Plusieurs actions sont menées pour favoriser la motivation, le bien-être ainsi que le développement personnel et professionnel de ses quarante collaborateurs. Le mode de gouvernance de Codalis encourage l'initiative personnelle et le dialogue. Chacun peut apporter sa graine, même pour des sujets stratégiques. « Nous nous réjouissons de partager les expériences vécues au sein de notre entreprise au cours des discussions incitées par Best for Geneva et mesurer les pratiques qui font la différence ». ■

STATISTIQUE

L'Ocstat: géomètres de la société

En décembre dernier, Hervé Montfort a remplacé Roland Rietschin à la direction générale de l'Office cantonal de la statistique, l'Ocstat. L'occasion de s'entretenir avec cet homme du sérail et de faire le point avec lui sur l'indicateur avancé ICO*, mis en place il y a un peu plus d'un an en collaboration avec la CCIG.



C'est en décembre dernier qu'Hervé Montfort, 57 ans, a repris les rênes de l'Ocstat à Genève, organisme où il travaille depuis 1988. Titulaire d'un master en sociologie, ce statisticien a gravi tous les échelons de l'office, dont il connaît chaque rouage. « Je vais diriger dans un esprit de continuité, ce qui ne m'a pas empêché d'opérer déjà quelques changements internes ».

Parallèlement à l'Office fédéral de la statistique (qui siège à Neuchâtel), il existe des entités cantonales, voire municipales. Elles travaillent de façon autonome, mais respectent en principe une même méthodologie et traitent de thèmes standards tels que les prix et la population. Parmi les 21 domaines d'activités sous la loupe des statisticiens, Genève propose, entre autres particularités, une statistique sur les transactions immobilières. Par ailleurs, « l'Union suisse des professionnels de l'immobilier Genève (USPI) souhaitait connaître le loyer par pièce et par m² ou encore le loyer de certains pâtés de maisons. Mais cet organe faïtier devait nous fournir certaines données pour établir ces statistiques », relève Hervé Montfort. L'Ocstat travaille ainsi avec plusieurs organismes dans un esprit gagnant-gagnant. De son côté, la CCIG fournit les données de ses Enquêtes conjoncturelles, relaie les bulletins de statistiques cantonales et contribue financièrement aux études du KOF. La CCIG s'appuie aussi sur des données de la statistique publique dont elle fait profiter ses membres, tout en siégeant au Conseil de la statistique

cantonale (commission consultative au sein de laquelle sont représentés les principaux utilisateurs de la statistique).

L'INSEE Auvergne-Rhône-Alpes et l'Ocstat animent l'Observatoire statistique transfrontalier, qui met en réseau les savoirs, les données, les infrastructures techniques et les instruments statistiques de part et d'autre de la frontière. En 2018, il est prévu de rendre publiques des projections liées aux ménages dans les logements à l'horizon 2040 pour tout l'Espace transfrontalier genevois. « Nos relations s'intensifient depuis plus de 30 ans avec nos partenaires français », précise M. Montfort.

Un outil prévisionnel utile

La statistique comporte deux dimensions principales: structurelle (p.ex. emplois ou mobilité) et conjoncturelle (économie). La première traite des tendances de fond et propose des mises en perspective pluriannuelles. La seconde répond à des questions plus urgentes, d'actualité: ici prime la rapidité de la mise à disposition des chiffres. Une des valeurs cardinales de la discipline réside dans le respect absolu du secret statistique. La tendance globale s'oriente également vers l'exploitation des données administratives et l'échange de données numériques ouvertes (open data).

Quant à l'indicateur avancé ICO*, il permet d'anticiper la situation pour le prochain semestre sur la base de séries statistiques. L'idée est de repérer l'effet de bascule éventuel d'un retournement conjoncturel. Avec cet indicateur, révisé début 2017, il y a sept chances sur dix d'être dans le vrai, ce qui prouve l'utilité de cet outil pour les décideurs. « La prospective est un métier à part entière. Mais le statisticien peut lui apporter un appui susceptible d'alimenter des réflexions sur des questions spécifiques, sans pour autant formuler de recommandation. Cette activité permet d'éviter le classique reproche selon lequel la statistique est toujours en retard sur l'actualité ». ■

PROCHAINS ATELIERS ET EVÉNEMENTS

Haute école de gestion de Genève, rue de la Tambourine 17, Carouge

Lundi 16 avril 2018 de 15h à 17h

Pratiques d'innovation ouverte et profil de compétences nécessaires

Mardi 17 avril 2018 de 13h à 15h

Comment réaliser un bilan CO₂ et d'émissions GES?

Mardi 24 avril 2018 de 13h à 15h

Comment rédiger une politique RSE et définir ses valeurs?

Impact Hub Geneva, rue Fendt 1, Genève

Jeudi 26 avril 2018 de 16h à 19h

Mashup: Rencontre sur l'énergie durable en Suisse Romande

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: www.bestforgeneva.ch

* Indicateur avancé IREG-CCIG-OCSTAT de l'économie genevoise: <https://tinyurl.com/ocstat-Indice-ICO>

CCIG Compte rendu

7h30 de la Chambre du 15 mars 2018

Le 7 h 30 de la Chambre permet à une demi-douzaine de membres de la CCIG de se présenter en quelques minutes à l'aide d'un support visuel. Après un message de bienvenue d'un membre de la Direction de la CCIG, les orateurs ont la parole. Cette manifestation se termine autour d'un petit déjeuner permettant le réseautage.



Les orateurs, de g. à dr. M^e Grégoire Mangeat (Leonum Compliance); Nathalie Martens Jacquet (Cansearch); Alexandre Sadik (BDO); Walter Molinari (TP Publicité); Amélie Chalçon (Casino du Lac Meyrin); Patricia Legler (Cansearch); Céline Van Till et Julien Tardy (UnoMe); Michée Henry (HeptaGo) et Nathalie Hardyn (CCIG).

BDO est l'une des plus importantes fiduciaires suisses, spécialisée dans l'audit, la fiscalité et le conseil.

Présente en Suisse avec 33 succursales, BDO offre une relation de proximité à ses clients et dispose d'un réseau international pour des solutions personnalisées. www.bdo.ch

Grâce à d'excellentes performances, qui illustrent l'attrait pour ce mode de communication proche du quotidien, la publicité sur les transports publics a acquis une légitimité. L'extension du réseau genevois au canton de Vaud et à la France voisine, ajoutée aux perspectives offertes par le projet CEVA, ont plus que jamais mis TP Publicité SA sur le devant de la scène. www.tppub.ch

Créée en 2011, la Fondation Cansearch soutient la recherche sur les cancers et maladies du sang chez l'enfant, en collaboration avec les HUG et la Faculté de Médecine. Cette plateforme scientifique offre à Genève un centre d'excellence en onco-hématologie pédiatrique. Elle étudie la génétique pour adapter les thérapies et obtenir de meilleurs résultats. www.cansearch.ch

La toute jeune agence UnoMe, créée fin 2016, permet aux entreprises romandes de réserver pour leurs événements internes ou pour leurs clients une personnalité suisse – grands sportifs, explorateurs, économistes, entrepreneurs, journalistes et autres personnes d'ex-

ception – afin de transmettre des messages clés à leurs collaborateurs et à leurs clients. www.unome.ch

Leonum Compliance SA a pour mission le conseil ciblé aux entreprises. Grâce à une palette d'outils pratiques et faciles d'accès, elle aide à identifier puis à relever les défis de gouvernance et de compliance. Chaque produit répond à une problématique unique et l'ampleur du projet, son calendrier et son prix sont connus dès le départ. www.leonum.ch

Le Casino du Lac est le seul et unique casino genevois, situé à Meyrin, à côté de l'aéroport, dans les bâtiments de l'ICC. Il propose un lieu accueillant et chaleureux avec 205 machines à sous, 17 tables de jeux traditionnels, 2 roulettes semi-automatiques, 3 espaces fumeurs et une ouverture 7j/7 et 23 h/24. Un programme riche en animations est proposé tous les deux mois. www.casino-de-geneve.com

Actif depuis 1990, HeptaGo est un prestataire de services informatiques présent à Genève et Lausanne, qui propose les outils adaptés au juste prix, agiles et agnostiques. L'offre comprend les services managés, le développement et l'intégration de logiciels, les infrastructures et la sécurité. Avec une spécialisation dans le Facility Management, l'Industrie 4.0, la logistique et la comptabilité. www.heptago.com

FORMATION

Un nouveau CAS pour répondre aux défis de la digitalisation

Premier partenariat conclu entre l'Université et la CCIG, un programme certifiant de formation continue en Leadership de la transformation digitale sera lancé en août prochain. L'économie et l'académie unissent ainsi leurs forces pour apporter des réponses concrètes aux défis de la transformation digitale à Genève.

C'est pour répondre aux besoins croissants exprimés par ses membres que la CCIG a sollicité la création de cette nouvelle formation. Les dirigeants d'entreprise sont aujourd'hui confrontés à d'innombrables questions : comment anticiper les disruptions dans son domaine d'activité, quels sont les impacts de ces changements sur l'organisation du travail et sur les métiers, etc. Il est indispensable de les soutenir dans cette période de transformation numé-

rique : il en va de leur compétitivité.

Le programme de ce CAS (Certificate of Advanced Studies) a été conçu conjointement par des enseignants de la Geneva School of Economics and Management de l'UNIGE (le professeur Thomas Straub et Jean-Yves Mercier, PhD), le président de la CCIG, Juan-Carlos Torres, et Samira Marquis, directrice de makers ID. Son ambition est double : apporter aux dirigeants et leaders une vue d'ensemble des transformations numériques en cours et leur permettre de travailler sur un projet concret de transformation digitale de leur entreprise.

Constitué de 7 modules de 2 à 5 jours maximum sur 5 mois, ce CAS permet aux participants d'allier travail et études. Il utilise un matériel pédagogique innovant, en associant l'acquisition de connaissances à l'ouverture d'esprit (voyage d'étude à la Silicon Valley) et l'accompagnement de la transformation.

L'expertise de ses enseignants et les outils concrets proposés, assureront aux participants la maîtrise des composantes de la transformation numérique en termes stratégique, de gestion de l'entreprise et de leadership. ■

■ POUR EN SAVOIR PLUS : www.transformation-digitale.unige.ch

Rabais pour les membres

Les membres de la CCIG bénéficient d'un rabais de 10 % sur le coût du CAS. Ils signaleront leur appartenance à la CCIG lors de leur inscription.



POUR DES RÉCEPTIONS
COURONNÉES DE SUCCÈS.

NOTRE PRIORITÉ :
DES INVITÉS COMBLÉS.

NOUS VOUS OFFRONS
UNIQUEMENT LE MEILLEUR.



CATERING SERVICES
MIGROS

www.catering-services-migros.ch
+41 58 574 53 17

AGENDA

ÉLECTIONS CANTONALES

Mercredi 18 avril 2018 de 18 h à 20 h (accueil dès 17 h 30) - CCIG

Débat électoral Conseil d'Etat

Dans le cadre des élections cantonales, la CCIG souhaite permettre à l'ensemble des candidats au Conseil d'Etat de dialoguer avec des chefs d'entreprise, sur des sujets touchant principalement à l'économie et aux finances publiques.

La table ronde sera suivie d'un apéritif, qui sera l'occasion de poursuivre les échanges avec les candidats.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: www.ccig.ch/agenda

RÉSEAUTAGE POUR LÈVE-TÔT

Jeudi 19 avril 2018 de 7 h 30 à 9 h 30 - CCIG

Le 7 h 30 de la Chambre

Venez assister aux présentations des entreprises suivantes:

BASE DESIGN - www.basedesign.com

ITX - www.itx-ge.com

IG BANK SA - www.ig.com

VOYAGEURS DU MONDE - www.voyageursdumonde.ch

EDGAR BRANDT ADVISORY SA - www.eb-advisory.com

COSTBROKERS - www.costbrokers.ch

ESRI SUISSE SA - www.esri.ch

DM SA - www.document-materiel.ch

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: www.ccig.ch/agenda

FORWARD - FORUM DE L'INNOVATION POUR LES PME

Jeudi 19 avril 2018 - SwissTech Convention Center, EPFL

La digitalisation c'est mon affaire !

Ce forum est le lieu de rencontre incontournable des dirigeants d'entreprise désireux de comprendre et d'intégrer les opportunités de la digitalisation.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: www.ccig.ch/agenda

SALON DE L'AVIATION D'AFFAIRES EBACE2018



Du 29 au 31 mai 2018 - Palexpo, Genève

Ce salon réunira des chefs d'entreprise, des décideurs, des responsables gouvernementaux, des fabricants ainsi que tous les acteurs de l'aviation d'affaires. Plus de 450 exposants sont attendus et 55 avions seront présentés sur le tarmac de l'aéroport de Genève.

Cette année, la CCIG est partenaire de l'événement et offre une réduction exceptionnelle de \$100 sur le ticket d'entrée. Pour en bénéficier, contacter David Mlikota, 022 819 91 11 ou d.mlikota@ccig.ch.

OPEN GENEVA 2018



Une nouvelle fenêtre pour le canton

La CCIG se réjouit d'être partenaire d'Open Geneva 2018, festival avec lequel elle partage plusieurs objectifs. Tout d'abord, cette manifestation suscite des synergies entre entités privées et publiques, de la Genève internationale comme de la Genève « locale ». Ensuite, elle est fondée sur le concept d'innovation ouverte, c'est-à-dire une innovation fondée sur le partage des connaissances et des idées. Dans le contexte de mutation sociétale qui prévaut aujourd'hui, c'est assurément la meilleure manière de trouver des solutions répondant aux problèmes de divers ordres qui se posent. L'innovation ouverte est également une méthode bien adaptée aux PME qui, elles aussi, sont confrontées à la nécessité d'innover.

Enfin, Open Geneva place Genève comme « hub » numérique et d'innovation de premier plan. Si la Suisse et Genève disposent de nombreux atouts pour favoriser l'innovation (une étude l'avait montré en 2016*), des efforts certains doivent être consentis pour faire tomber les barrières économiques ou psychologiques. L'innovation ouverte est sans aucun doute un moyen de réfléchir « en dehors de la boîte », pour utiliser une expression anglo-saxonne.

Devenu aujourd'hui un festival de hackathons, événements d'innovation qui fédèrent des communautés autour de problématiques précises, Open Geneva 2018 en propose sur de nombreux thèmes du 12 au 15 avril prochain.

* « Quel avenir pour l'innovation à Genève? », CCIG, BCGE, OCSTAT, novembre 2016 – Disponible en pdf sur le site www.ccig.ch/publication/autre

POUR DÉCOUVRIR LE PROGRAMME: opengeneva.org/program/

IMPRESSUM

CCIGinfo

Bulletin d'information de la CCIG.
Paraît 11 fois par an, 3800 exemplaires

Responsable d'édition:
Alexandra Rys

Rédaction:
Fabienne Delachaux, Nicolas Grangier,
Charles Lassauce, Alexandra Rys

Publicité:
Publi Annonces SA, tél. 022 308 68 78

Conception: ROSS graphic design

Impression: Atar Roto Presse SA, Satigny

Informations:
publications@ccig.ch



Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

4, boulevard du Théâtre - 1204 Genève

Adresse postale

Case postale 5039 - 1211 Genève 11
Tél. 022 819 91 11 - Fax 022 819 91 00



PHOTOVOLTAÏQUE



CHAUFFAGE

VOTRE PÔLE DE COMPÉTENCES EN ÉNERGIE

Les sociétés de Groupe E vous proposent des solutions durables et innovantes en matière d'énergie.

groupe e



ÉLECTROMÉNAGER



EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE



TRAITEMENT DE L'EAU



MOBILITÉ

www.groupe-e.ch

groupe e

celsius

connect

entretec

greenwalk

groupe e plus

PARTAGEONS PLUS QUE L'ÉNERGIE

PLATINE

SKYNIIGHT

RAMADA
@ncore
Geneva

BCGE

PRIX DE L'ÉCONOMIE
GENEVOISE
2017

OR

GONET
BANQUIERS 1845DAUDIN&CIE
GESTION DE PATRIMOINE IMMOBILIERGroupe Mutuel
Assurances
Versicherungen
Assicurazioni

TGV Lyria

ARGENT

PORTS FRANCS
Et entrepreneurs de Genève SASWISS RISK
CARE
Our independence • Your best insurance

P&G

CATERING SERVICES
MIGROS

BRONZE

accès
Personnel

Allianz

SALESTRAFFIC

BDO

eu Business
School

DUFREY

DURACELL

generation
easyJet

fert

FLORIMONT

JTI

MESSERLI
ServicesProcure
Systems

PROTECTAS

SIG

TRB
TR. PUBLISITE SA